



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Code de la commande publique du 01/04/2019

CAHIER DES CLAUSES

ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

N° 2025 – 01 du 02/01/2025

OBJET DU MARCHE

Mission de maîtrise d'œuvre et de pilotage et de coordination (OPC) pour pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique sur le site de la DGFIP à Soyaux - Charente.

Marché à procédure adaptée.

MAÎTRE DE L'OUVRAGE

ETAT

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE

Direction générale des Finances publiques – Service Stratégie, Pilotage, Bdget.

Sous-Direction du Budget, de l'Achat et de l'Immobilier- Bureau SPiB-2C

Teledoc 866

70, Allée de Bercy

75572 PARIS CEDEX 12

Sommaire

Article 1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Sous-traitance.....	4
1.3 Contenu du marché.....	4
1.4 Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.....	5
1.5 Contrôleur technique.....	6
Article 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
2.1 Pièces particulières :.....	6
2.2 Pièce générale :.....	7
Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au journal officiel en date du 1 ^{er} avril 2021.....	7
Article 3 T.V.A.....	7
Article 4 FORFAIT DE RÉMUNÉRATION.....	7
4.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération.....	7
4.2 Dispositions diverses.....	8
Article 5 PRIX.....	9
5.1 Forme des prix.....	9
5.2 Mois d'établissement des prix.....	9
5.3 Modalités de révision des prix.....	9
5.4 Clauses diverses.....	9
Article 6 RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
6.1 Avance.....	10
6.2 Acomptes.....	10
6.3 Solde.....	13
6.4 Paiement des co-traitants / sous-traitants.....	14
Article 7 DOCUMENTS D'ÉTUDES - DÉLAIS - PÉNALITÉS.....	14
7.1 Établissement des documents.....	14
7.2 Réception des documents d'études.....	15
7.3 Remise des documents.....	15
Article 8 VÉRIFICATION DES DEMANDES DE PAIEMENT DES ENTREPRENEURS - DÉLAIS - PÉNALITÉS.....	16
8.1 Demandes de paiement mensuelles des entrepreneurs.....	16
8.2 Demande de paiement finale.....	16
8.3 Décompte général – Solde des marchés de travaux.....	17
8.4 Travaux modificatifs ou supplémentaires.....	17
Article 9 COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX.....	18
Article 10 TOLÉRANCE SUR LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX.....	19
10.1 Taux de tolérance.....	19

10.2	Seuil de tolérance.....	19
10.3	Coût de référence des travaux.....	19
Article 11	COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	20
Article 12	TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX.....	20
12.1	Taux de tolérance.....	20
12.2	Seuil de tolérance.....	20
12.3	Comparaison entre réalité et seuil de tolérance.....	20
Article 13	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	21
13.1	Nantissement du marché ou cession de créances.....	21
Article 14	EXÉCUTION DE LA MISSION.....	21
14.1	Ordres de service.....	21
14.2	Consultation des entreprises, ouverture des offres et choix des entreprises.....	22
14.3	Plan d'implantation des ouvrages - Piquetages.....	22
14.4	Période de préparation - Calendrier d'exécution.....	23
14.5	Référé préventif.....	23
14.6	Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail.....	23
14.7	Suivi de l'exécution des travaux.....	23
Article 15	RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	24
15.1	Résiliation du fait du maître de l'ouvrage.....	24
15.2	Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers.....	24
Article 16	ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	25
Article 17	AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX.....	25
Article 18	ACHÈVEMENT DE LA MISSION.....	25
Article 19	CLAUSES RELATIVES AU CODE DU TRAVAIL	
19.1	Pénalités en cas de manquement à la réalimentation relative au travail dissimulé.....	25
19.2	Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes affectés à l'exécution du présent marché	25
Article 20	CLAUSES DIVERSES.....	26
20.1	Conduite des prestations dans un groupement.....	26
20.2	Saisie-arrêt.....	26
20.3	Assurance.....	26
20.4	Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire	
20.5	Médiation interne.....	28
Article 21	DÉROGATIONS AU CCAG MOE :.....	28

Article 1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

.1 Objet du marché

Le présent marché est régi par le code de la commande publique.

Le marché régi par le présent CCAP a pour objet un ensemble de prestations (études, contrôles et suivi d'exécution des travaux), nécessaires à l'exercice du rôle de maître d'œuvre et d'ordonnancement, pilotage et coordination pour les travaux de rénovation énergétique du Centre des Finances Publiques sis rue de la Combe à Soyaux 16 006.

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux s'élève à 1 000 000 € HT.

.2 Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont notamment définies à l'article 3.6 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au journal officiel en date du 1^{er} avril 2021.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance, ainsi que ses avenants, si le pouvoir adjudicateur en fait la demande.

Si ces documents ne sont pas produits dans le délai de 15 jours d'une mise en demeure du pouvoir adjudicateur, des pénalités fixées à 1/3000 du montant HT du marché sont encourues par jour de retard en application des dispositions de l'article 3.6.3. du CCAG précité.

.3 Contenu du marché

.3.1 Contenu des éléments de la mission

Cette mission comprend les éléments suivants :

- DIAG : études de diagnostic ;
- APS/APD : études d'avant-projets ;
- PRO/DCE : Études de projet et rédaction du dossier de consultation des entreprises, regroupant l'élément PRO et la rédaction du cahier des clauses techniques particulières ainsi que des cadres de décomposition du prix global forfaitaire des travaux de l'élément ACT ;
- ACT : Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux ;
- VISA : Visa par le MOE des documents d'exécution produits par les entreprises titulaires des marchés de travaux ;
- DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- AOR : Assistance lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie de parfait achèvement ;
- et complétée de l'élément de mission OPC.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre et à organiser l'application des clauses environnementales s'appliquant aux marchés de travaux. Ces clauses, fixées par le maître d'ouvrage, privilégieront :

- l'utilisation de matériaux de réemploi ou issus des ressources renouvelables,
- la traçabilité, la collecte et la valorisation des déchets,
- les matériaux à consommation énergétique limitée.

.3.2 Délais

La durée du marché de maîtrise d'œuvre est de 36 mois à compter de la date de notification de son acte d'engagement. Il recouvre la durée des études, du chantier ainsi que la mission de conseil au maître d'ouvrage durant la période de parfait achèvement à la charge des entreprises chargées des travaux.

Le maître d'ouvrage peut prolonger unilatéralement la durée du marché de maîtrise d'œuvre par voie d'avenant adressé au titulaire.

La durée prévisionnelle des travaux est de 14 mois à titre indicatif, y compris une période de préparation de chantier d'un mois.

Les délais d'exécution des documents d'étude et du dossier d'ouvrage exécuté sont ceux déclarés par le titulaire lors de la remise de son offre.

Les délais d'exécution des documents d'étude et du dossier d'ouvrage exécuté sont les suivants :

- AVP ; Études d'avant projet : 4 semaines à compter de la date de notification du marché ;
- PRO/DCE ; Études de projet/DCE : 4 semaines à compter de la date de notification de l'avenant prévu au 4.2.1 du CCAP, ou de la notification de la décision de réception de l'APD ;
- Remise de l'analyse des candidatures puis des offres (partie ACT) : 10 jours, à compter de la date de réception des plis par le maître d'œuvre ;
- VISA : 2 semaines à compter de la date de remise par les entreprises des pièces à viser ;

AOR : remise du dossier DOE des ouvrages exécutés (partie AOR), 3 semaines à compter de la réception des ouvrages.

- L'exécution des études de projet est conditionnée par la passation d'un avenant au présent marché selon les modalités définies à l'article 4.2.1 du présent CCAP ou de l'approbation de l'APD.

Il est précisé que le maître d'œuvre doit également fournir toutes les pièces et effectuer toutes les mises au point nécessaires à l'achèvement de sa mission.

.3.3 Reprise des études

Dans le cas où sa responsabilité pourrait être clairement établie (refus des autorisations administratives), le maître d'œuvre doit reprendre à ses frais tout ou partie des études.

Les délais d'études sont alors prolongés par avenant.

.4 Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et de ses textes d'application dont le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994. Le coordonnateur exerce sa mission conformément aux dispositions des textes précités intégrés au code du travail, partie IV « santé et sécurité au travail ».

Les modalités de la coopération entre maître d'œuvre et coordonnateur sont précisées en annexe 1 au présent CCAP.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

Le maître d'œuvre prend en compte, pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, les avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Dans le cadre de son marché, le maître d'œuvre doit fournir au coordonnateur SPS toutes les informations ou documents nécessaires à l'exercice de sa mission.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est aussitôt soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre informe des mesures d'organisation générale du chantier.

Le maître d'œuvre assure à ses frais la reprise de tout ou partie des études résultant des interventions du coordonnateur SPS.

.5 Contrôleur technique

Un contrôleur technique, recruté et rémunéré par le maître d'ouvrage exerce, dès la conception, un contrôle, conformément à la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance, dans les conditions notamment définies par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999 portant approbation du cahier des clauses techniques générales relatif aux marchés de contrôle technique.

Le contrat liant le maître d'ouvrage au contrôleur technique est communiqué au maître d'œuvre. Hors décision expresse du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit tenir compte de l'ensemble des observations du contrôleur technique afin d'obtenir un accord sans réserve sur l'ensemble des documents, tant au stade des études qu'au stade de la réalisation.

Sa mission porte notamment sur la solidité de l'ouvrage, la sécurité des personnes et l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées, ainsi que sur l'isolation thermique et les économies d'énergie.

Le maître d'œuvre assure à ses frais la reprise de tout ou partie des études résultant des sujétions inhérentes à l'intervention du contrôleur technique.

Le titulaire de la mission de contrôle technique est en cours de sélection.

Article 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

.1 Pièces particulières :

(dont le dossier original constitué de ces pièces, et conservé par l'administration, fait seul foi)

- l'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes ainsi que ses avenants ultérieurs ;

- la décomposition du prix global et forfaitaire et répartition du forfait initial de rémunération, qui constitue l'annexe 1 à l'acte d'engagement.
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P), accompagné de ses annexes ;
- l'offre technique et financière du titulaire.
- le programme de l'opération accompagné de ses annexes.
- Clauses relatives à l'établissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES), [article L.229-25 du code de l'environnement](#): le titulaire devra communiquer le bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et son plan de transition (cf annexe 2 du CCAP).
- Clause mobilité propre cf annexe 2 du CCAP : le titulaire devra décrire les moyens et méthodes déployés pour limiter les impacts de son activité dans le cadre de la réalisation des prestations objet du marché sur l'environnement.

.2 Pièce générale :

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au journal officiel en date du 1^{er} avril 2021.

Article 3 T.V.A

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

Le présent marché est soumis à TVA selon les normes et réglementations en vigueur.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Article 4 FORFAIT DE RÉMUNÉRATION

.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération

.1.1 Forfait provisoire

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération (t) fixé à l'acte d'engagement par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée dans l'acte d'engagement, ainsi qu'à l'article 1.1 du présent CCAP, si le coût prévisionnel n'est pas encore connu.

.1.2 Forfait définitif

Le forfait définitif de rémunération est arrêté dès que le coût prévisionnel C est établi.

Ce forfait est égal au produit du taux de rémunération t' par le coût prévisionnel C où $t' = t(1-a)$, t étant le taux de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, et a variant avec le coût prévisionnel C dans les conditions suivantes :

Coût prévisionnel C	Rémunération sur la base du taux t' : $t' = t(1-a)$
$C \leq C_0$	Forfait définitif = forfait provisoire
$C_0 < C \leq 1,025 C_0$	Forfait définitif = forfait provisoire
$1,025 C_0 < C \leq 1,05 C_0$	$a = 0,025$
$1,05 C_0 < C \leq 1,10 C_0$	$a = 0,05$
$1,10 C_0 > C$	$a = 0,10$

C_0 est la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le présent marché dans le cas où le coût prévisionnel C excéderait de plus de 10 % C_0 , dans les conditions fixées à l'article 4-2-3 du présent CCAP.

.2 Dispositions diverses

.2.1 Fixation du forfait définitif

Le marché fixe le forfait provisoire de rémunération. Un avenant sera notifié au maître d'œuvre avant l'exécution des études de projet. Il précisera notamment :

- le coût prévisionnel C des travaux sur la base du programme de l'opération au stade AVP,
- le montant du forfait définitif de rémunération ainsi que le montant définitif de rémunération de chacun des éléments de la mission,

.2.2 Modifications apportées par le maître d'ouvrage

Si au cours des études de projet, le maître d'ouvrage décide une modification du programme conduisant à des modifications dans la consistance du projet, les incidences financières sur l'estimation du coût prévisionnel des travaux et sur le forfait définitif de rémunération sont chiffrées et les conditions d'exécution du contrat sont modifiées par avenant.

.2.3 Sanctions

A l'issue des études, si le coût prévisionnel des travaux est manifestement incompatible avec l'enveloppe déterminée par le maître de l'ouvrage, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du maître d'œuvre, sans préjudice des poursuites que le maître de l'ouvrage estimerait utile d'engager à l'encontre de l'équipe de maîtrise d'œuvre.

.2.4 Engagement

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation des travaux.

.2.5 Forfait final de rémunération

Le montant du forfait initial provisoire ou définitif peut être :

- augmenté du forfait de rémunération négocié en contrepartie des modifications de programme décidées par le maître de l'ouvrage,
- augmenté du forfait de rémunération négocié en contrepartie de l'attribution d'éléments de mission non prévus initialement,
- diminué du montant de la pénalité infligée au maître d'œuvre pour non respect du seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux,
- diminué du montant des autres pénalités susceptibles d'être infligées au maître d'œuvre en application du présent marché,
- augmenté d'un forfait négocié en contrepartie de conditions anormales d'exécution du contrat imputables au maître de l'ouvrage.

Ainsi établi, aux conditions économiques initiales du marché, le forfait de rémunération devient le forfait final de rémunération qui sert de base à l'établissement du décompte final du marché. Les variations des conditions économiques de réalisation du contrat sont rémunérées en application de l'article 5 du présent CCAP.

Article 5 PRIX

.1 Forme des prix

Le présent marché est passé à prix révisables suivant les modalités fixées ci-dessous.

.2 Mois d'établissement des prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du **mois Mo** (Mo études), à savoir le **mois de remise des offres (avril 2025)**.

.3 Modalités de révision des prix

Les acomptes et le solde seront calculés avec un coefficient de révision donné par la formule :

$$R = 0,15 + 0,85 \times I_m / I_{Mo}$$

dans laquelle :

I_{Mo} : Index ingénierie du mois « Mo-études » (mois d'origine)

I_m : Index ingénierie du mois « m » d'exécution des prestations.

Les valeurs de l'index « ingénierie » précitées sont celles publiées par l'INSEE respectivement pour le mois d'exécution m et le mois Mo.

Ce mois « m » est déterminé comme suit : index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage.

.4 Clauses diverses

La révision des prix est calculée lors du paiement de chaque acompte. En cas de révision négative, elle sera imputée sur l'état d'acompte à payer. Si elle est positive, elle sera mise en paiement dans le cadre du décompte général définitif.

Le maître de l'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index sont publiés.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Article 6 RÈGLEMENT DES COMPTES

.1 Avance

.1.1 Titulaire du marché

Conformément à l'article L 2191-2 du code de la commande publique, une avance est accordée au maître d'œuvre, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Le versement d'avances est effectué selon les articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-10 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article R.2191-7 du CCP, et en application de l'article 5 de l'ordonnance 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ainsi que du décret n°2020-161 du 15 octobre 2020 relatif aux avances dans les marchés publics, le taux de l'avance est porté à 20 % .

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

Ce montant ne peut être ni révisé, ni actualisé.

Le mandatement de cette avance intervient dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Conformément aux modalités des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique, le remboursement de cette avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde, et commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % de son montant initial. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant des prestations à exécuter au titre du marché.

.1.2 Sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dans les conditions fixées à l'article R.2193-17 du code de la commande publique.

Le versement de cette avance, dont le montant est égal à 20 % du montant des prestations sous-traitées et son remboursement, est effectué par le maître d'ouvrage à la demande du titulaire du marché qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct aux sous-traitants.

.2 Acomptes

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles L.2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est la suivante :

.2.1 Pour l'établissement des documents d'études suivants :

DIAG, APS, APD, PRO-DCE : les prestations incluses dans ces éléments font l'objet d'un règlement après achèvement total de chaque élément de mission et réception par le maître de l'ouvrage conformément à l'article 7.2 du présent CCAP.

La périodicité de versement est au maximum de trois mois, sous réserve d'une réalisation effective des prestations prévue au contrat.

.2.2 Pour le visa des études d'exécution réalisées par les entreprises (VISA)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement à l'avancement des travaux.

.2.3 L'exécution des prestations d'assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)

Les prestations incluses dans cet élément de mission sont réglées comme suit :

1. Lors de la remise des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire et des CCTP : 60 %,
2. Après la mise au point des marchés de travaux : 40 %.

.2.4 Pour l'exécution des prestations de direction d'exécution des travaux (DET)

Les prestations incluses dans cet élément de mission sont réglées comme suit :

1. Sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement à l'avancement des travaux : 85 %,
2. A l'issue de l'établissement des décomptes généraux des entreprises et du traitement des réclamations éventuelles : 15 %.

.2.5 Pour l'exécution des prestations d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC)

Les prestations incluses dans cet élément de mission sont réglées comme suit :

- 10 % à la remise du DCE intégrant le calendrier général d'exécution des travaux ;
- 10 % à la remise du calendrier grande maille lors de la phase de préparation des travaux ;

- 60 % sous forme de versements mensuels proportionnellement à la durée du chantier ;
- 15 % après achèvement du chantier à l'issue des opérations de réception, de démontage et de repli du chantier ;
- le solde, 5 %, à l'issue de la levée des réserves.

.2.6 Pour l'exécution des prestations d'assistance lors des opérations de réception et pendant l'année de garantie de parfait achèvement (AOR)

Les prestations incluses dans cet élément de mission sont réglées comme suit :

1. A la réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal établi à l'issue des opérations préalables à la réception : 20 %,
2. A l'issue du prononcé de la réception sans réserve ou à l'achèvement des levées de réserves : 20 %,
3. A la réception par le maître d'ouvrage du dossier complet des ouvrages exécutés : 40 %,
4. A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG : 20 %.

.2.7 Rémunération des éléments

L'acompte relatif aux éléments DIAG et AVP sera payé sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation d'un avenant modifiant les conditions de rémunération du maître d'œuvre, il sera procédé à un réajustement en plus ou en moins du montant de l'acompte déjà versé.

.2.8 Montant de l'état d'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée aux articles 6.2.1 à 6.2.7 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque demande de paiement est elle-même établie à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) État périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre de la demande de paiement à laquelle il doit être annexé.

b) Demande de paiement

Pour l'application de l'article 11 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre envoie au maître de l'ouvrage via CHORUS Pro sa demande de paiement.

c) Etat d'acompte

L'état d'acompte établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir de la demande de paiement et indique successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles calculées conformément au présent CCAP.

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1. La différence entre le montant de la demande de paiement périodique P et le paiement précédent ;
2. L'incidence de la révision des prix appliquée conformément au présent CCAP sur la différence entre les demandes de paiement périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
3. L'incidence de la TVA ;
4. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG-MOE, en cas de modification de la demande de paiement du maître d'œuvre par le maître de l'ouvrage, ce dernier notifie au maître d'œuvre le décompte de paiement modifié.

.3 Solde

Dans le cadre de sa mission, le maître d'œuvre s'assure notamment :

- Que les DOE ont été remis par l'ensemble des titulaires des lots de travaux ;
- Qu'il a visé l'ensemble des projets de demandes de paiement pour solde transmis par les entreprises.

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement pour solde sous forme d'un projet de décompte final.

.3.1 Demande de paiement pour solde

La demande de paiement pour solde sous forme d'un projet de décompte final est établie par le maître d'œuvre dans les 30 jours de la décision de réception des prestations.

Les concepteurs feront apparaître le détail des rémunérations allouées à chaque membre du groupement.

En application des dispositions de l'article 11.7 du CCAG-MOE après mise en demeure restée infructueuse, le décompte final est établi par le maître de l'ouvrage et fait apparaître :

- a) Le forfait initial définitif de rémunération figurant dans le projet de décompte ;
- b) Le forfait supplémentaire accordé pour extension de la mission ;
- c) Le forfait supplémentaire accordé pour suite d'une reprise des études de projet liées à une modification de programme décidée par le maître de l'ouvrage ;
- d) Les pénalités éventuelles pour retard telles qu'elles résultent du calcul des acomptes ;
- e) La rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ;
- f) L'incidence des révisions de prix.

Ce résultat constitue le montant du décompte final contractuel ; il est notifié au maître d'œuvre.

.3.2 État du solde

En dérogation à l'article 11.8 du CCAG MOE Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend ¹

- a) Le décompte final ci-dessus,
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage,
- c) Le montant du solde; ce montant étant la différence des postes a et b ci-dessus,
- d) L'incidence de la TVA.
- e) L'état du solde à verser au titulaire; ce montant étant la récapitulation des postes c et d ci-dessus,
- f) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général dans le délai de 45 jours à compter de la remise du projet de décompte final. Le maître d'œuvre dispose à compter de cette notification, d'un délai de 45 jours pour accepter le décompte général ou présenter toute réclamation au représentant du pouvoir adjudicateur ; passé ce délai le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général.

.4 Paiement des co-traitants / sous-traitants

Conformément à l'article 12.1.3 du CCAG-MOE, en cas de groupement et quelle qu'en soit sa forme, il est rappelé que seul le mandataire est habilité à présenter au pouvoir adjudicateur les demandes de paiement.

En complément du CCAG-MOE, il est précisé que pour les sous-traitants du titulaire, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire à la demande de paiement et signée par le titulaire indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette attestation doit accompagner la demande de paiement du sous-traitant. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

1 Les points a, b, c, d et e s'entendent hors intérêts moratoires ; le point f inclut les intérêts moratoires

A droit au paiement direct tout sous-traitant dont le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue en application des dispositions de l'article L 2193-10 du code de la commande publique.

Article 7 DOCUMENTS D'ÉTUDES - DÉLAIS - PÉNALITÉS

.1 Établissement des documents

Les documents formant les dossiers d'études ainsi que le dossier des ouvrages exécutés doivent être obligatoirement rédigés en langue française.

.1.1 Délais d'établissement des documents

L'article 1.3.2 du présent CCAP fixe les délais d'établissement des documents ainsi que le point de départ de ces délais.

Le maître d'ouvrage conserve la faculté de préciser une date d'effet autre que celle de la notification de la décision de réception de la prestation.

.1.2 Pénalités pour retard

Lorsque l'un des délais fixé à l'acte d'engagement est dépassé, le maître d'œuvre subit, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé en application de l'article 16 du CCAG MOE.

Toutefois, par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, le montant des pénalités ne saurait être inférieur à 80€ HT par jour calendaire de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Pour l'application des pénalités, il sera pris en compte la date de remise du document réceptionné. En tout état de cause, les délais d'examen des documents par le maître d'ouvrage ainsi que ceux exigés pour le passage devant les différentes commissions et organismes de contrôle sont à exclure pour la mise en jeu de ces pénalités.

Toutefois, s'agissant des documents à recueillir auprès des entreprises, les pénalités pourront être annulées si le maître d'œuvre prouve qu'il a épuisé l'ensemble des mesures coercitives contractuelles.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, aucune exonération des pénalités n'est envisagée.

En cas de défaut de transmission des documents exigés et de communication du bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et du plan de transition associé, une pénalité de 100 € est appliquée par jour de retard.

.1.3 Primes pour réalisation anticipée des prestations

Il n'est pas envisagé de versement de primes pour réalisation anticipée des prestations pour le présent marché.

.2 Réception des documents d'études

Conformément aux dispositions des articles 20.2 et suivants du CCAG-MOE, les dossiers DAVP et PRO feront l'objet d'une vérification dans un délai de 2 mois à partir de leur remise par le titulaire au maître de l'ouvrage.

Dans ce délai, le maître de l'ouvrage prend dans les conditions décrites à l'article 21 du CCAG-MOE une décision expresse de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

.3 Remise des documents

Les documents d'études, obligatoirement rédigés intégralement en langue française, sont remis au maître d'ouvrage en format PDF (plans version PDF **et** DWG).

Le dossier des ouvrages exécutés, obligatoirement rédigé intégralement en langue française est remis en 2 exemplaires, dont un sur support numérique (plans version PDF **et** DWG).

Article 8 VÉRIFICATION DES DEMANDES DE PAIEMENT DES ENTREPRENEURS - DÉLAIS - PÉNALITÉS

.1 Demandes de paiement mensuelles des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre vérifie les projets de décomptes relatifs aux demandes de paiement mensuelles. Ces projets de décompte lui sont transmis par les entrepreneurs via le portail Chorus Pro.

En application de l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre vérifie dans les 7 jours de leur réception les projets de décomptes déposés par les entrepreneurs.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de 7 jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le maître de l'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

.1.1 Délais

Le délai imparti au maître d'œuvre pour vérifier et transmettre les pièces visées ci-avant et au § 8.2 est fixé à sept jours calendaires à compter de la date de réception de l'état d'acompte mensuel.

Si ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

.1.2 Pénalités pour retard

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé en application de l'article 16 du CCAG MOE.

Toutefois, par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG - MOE le montant des pénalités ne saurait être inférieur à 80€ HT par jour calendaire de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, aucune exonération des pénalités n'est envisagée

.2 Demande de paiement finale

Après l'achèvement des travaux, chaque entreprise titulaire des marchés de travaux établit un projet de décompte final concurremment avec l'état d'acompte mensuel dans les conditions décrites à l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

Seul ce projet de décompte final constitue la demande de paiement finale qui doit être transmise au maître d'œuvre, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, dans les 45 jours de la date de notification de la décision de réception des travaux telle que prévue à l'article 41.3 du CCAG-Travaux.

A réception, le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final de chaque marché de travaux. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final dans les conditions indiquées à l'article 12.3.4 du CCAG-Travaux.

Le maître d'œuvre établit, dans les conditions de l'article 12.4 du même CCAG, le projet de décompte général qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde ;
- a récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

.3 Décompte général – Solde des marchés de travaux

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage le projet de décompte général de chaque marché de travaux dans les délais réglementaires après notification de réception des travaux (dans les conditions de l'article 12.3 du CCAG Travaux), le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, il encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé en application de l'article 16 du CCAG MOE.

Toutefois, par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, le montant des pénalités ne saurait être inférieur à 80€ HT par jour calendaire de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Dès lors, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte ou faire établir le décompte général aux frais du maître d'œuvre défaillant.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, aucune exonération des pénalités n'est envisagée.

.4 Travaux modificatifs ou supplémentaires

En complément de l'article 13 du CCAG-Travaux, il est précisé qu'au cours de l'exécution des travaux et sur proposition du maître d'œuvre, après accord du maître de l'ouvrage, des fiches de travaux modificatifs ou supplémentaires (soumises à acceptation du maître d'ouvrage) pourront être émises par celui-ci ; elles définiront :

- le fait générateur des travaux non prévus,
- la définition des travaux non prévus avec la limite des prestations de chaque entreprise.
- Les entreprises intéressées doivent fournir un devis des travaux modificatifs ou supplémentaires dans le délai précisé par la fiche, qui ne peut être inférieur à deux jours.

A l'issue de cette phase, l'ordre de service d'exécuter les travaux modificatifs ou supplémentaires est délivré dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG-Travaux.

.4.1 Délais

Le délai imparti au maître d'œuvre pour vérifier les devis des entrepreneurs est de trois jours calendaires à compter de la réception des devis.

Si ce délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Le maître d'œuvre transmet au maître d'ouvrage les observations éventuelles faites par l'entrepreneur sur l'ordre de service délivré à prix provisoires.

.4.2 Pénalités pour retard

Si ce délai n'est pas respecté, le concepteur encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé en application de l'article 16 du CCAG-MOE.

Toutefois, par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, le montant des pénalités ne saurait être inférieur à 80€ HT par jour calendaire de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, aucune exonération des pénalités n'est envisagée.

Article 9 COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX

Le maître d'œuvre s'engage sur le coût prévisionnel C tel qu'il résulte des études d'avant-projet définitif.

Si le coût prévisionnel C proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière C0 arrêtée par le maître de l'ouvrage, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'avant-projet définitif par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel C que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 10 ci-après.

Le coût prévisionnel C est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération,
- des dépenses de libération d'emprise,
- des frais d'études préalables,
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître,
- des frais éventuels de contrôle technique, de coordination SPS, de coordination SSI.
- de la prime éventuelle de l'assurance "dommage",
- de tous les frais financiers.

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (mois études) fixé par l'article 5.2 du présent CCAP.

Article 10 TOLÉRANCE SUR LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX

.1 Taux de tolérance

Le coût prévisionnel C est assorti d'un taux de tolérance de 10 %.

.2 Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel C majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 10-1 du présent CCAP.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel C.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

.3 Coût de référence des travaux

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, le pouvoir adjudicateur dispose du résultat de la mise en compétition, ce qui constitue le coût de référence.

Ce coût, en valeur Mo marchés de travaux, doit être converti en valeur Mo du marché de maîtrise d'œuvre, en le multipliant par le coefficient BT01 pris respectivement au mois Mo marchés de travaux et au mois Mo marché de maîtrise d'œuvre. Ce coefficient est arrondi au 1/1000e supérieur.

Si le résultat est supérieur au seuil de tolérance, le pouvoir adjudicateur peut déclarer l'appel d'offre infructueux.

Il peut également se réserver le droit de demander au maître d'œuvre de reprendre ses études, sans rémunération supplémentaire, afin d'aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises, devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens dans un délai de 15 jours, suivant la demande du maître d'ouvrage sur la base de cette nouvelle étude. Après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 20 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au pouvoir adjudicateur de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une négociation.

Article 11 COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Un avenant fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre (s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

Article 12 TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX

.1 Taux de tolérance

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 10 %.

.2 Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux tel que défini à l'article 11 du présent CCAP, majoré du produit de ce coût, par le taux de tolérance indiqué à l'article 12.1 ci-dessus.

.3 Comparaison entre réalité et seuil de tolérance

.3.1 Coût constaté

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix et intérêts moratoires.

.3.2 Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 12 ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t' fixé à l'article 4-1-2 du présent CCAP multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

.3.3 Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution des ouvrages, le coût de réalisation des travaux augmenté du coût des travaux nécessaires à la bonne réalisation du programme dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 12 des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage - par fractions réparties sur les décomptes postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Article 13 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

.1 Nantissement du marché ou cession de créances

Le nantissement du marché ou la cession de créances peuvent intervenir selon les modalités exposées aux articles 4.2 du CCAG MOE et aux articles L 2191-8 et R 2191-45 et suivants du code de la commande publique.

Article 14 EXÉCUTION DE LA MISSION

.1 Ordres de service

En dehors du maître de l'ouvrage qui conserve ses prérogatives, le titulaire est seul habilité à émettre des ordres de service à destination des entrepreneurs.

Tous les ordres donnés par le maître d'œuvre aux entrepreneurs font l'objet d'ordres de service écrits, signés, datés et numérotés par le titulaire. Le titulaire en accuse réception datée. Ces ordres de services ne seront pas contresignés par le maître de l'ouvrage.

Les ordres de service contresignés par les entreprises seront remis au maître de l'ouvrage.

L'ordre de service prescrivant de commencer les travaux doit rappeler le délai d'exécution contractuel. Les ordres de service relatifs aux travaux supplémentaires ou modificatifs devront préciser le délai propre à leur exécution ainsi qu'éventuellement leur incidence sur le délai contractuel global.

En aucun cas, le maître d'œuvre ne pourra délivrer un ordre de service prescrivant des modifications aux marchés de travaux sans avoir recueilli préalablement l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le concepteur dispose d'un délai de quatre jours à compter de la notification de l'accord du maître d'ouvrage sur la nature et le prix des travaux, pour délivrer l'ordre de service correspondant.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la délivrance des ordres de service expose celui-ci à l'application d'une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé en application de l'article 16 du CCAG MOE.

Toutefois, par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG MOE, le montant des pénalités ne saurait être inférieur à 80€ HT par jour calendaire de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, aucune exonération des pénalités n'est envisagée.

.2 Consultation des entreprises, ouverture des offres et choix des entreprises

Le maître d'œuvre est associé à l'examen des candidatures et des offres qui se sont manifestées à la suite de la procédure de consultation ainsi que, le cas échéant, à l'agrément des co-traitants et à l'acceptation des sous-traitants.

Le maître de l'ouvrage ouvre les candidatures et les offres.

Après l'ouverture des plis, le maître de l'ouvrage transmet au maître d'œuvre, pour examen et analyse, sur la base des critères énoncés dans le règlement de consultation, un dossier complet des propositions reçues. Le maître d'œuvre ne doit fournir à des tiers aucune des informations contenues dans ce dossier et doit respecter le caractère secret des prix enregistrés à l'ouverture des offres.

Le maître d'œuvre établit, à partir des pièces qui lui sont remises et sans prendre contact avec les entrepreneurs, un rapport dans lequel il indique, pour chacune des candidatures et offres qui lui paraissent les plus intéressantes, notamment :

- les points sur lesquels elle ne serait pas conforme à la consultation,
- les réserves éventuelles qu'elle contient,
- les imprécisions, erreurs ou omissions relevées dans la décomposition du prix global et forfaitaire,
- les précisions ou compléments à demander aux entreprises sur la teneur de leur offre.

Ce rapport, après réception du dossier complet des candidatures et offres des entreprises, doit être remis au maître d'ouvrage dans le délai fixé à l'article 1.3.2 du présent CCAP. Le

maître d'ouvrage décide des contacts éventuels à prendre avec les entreprises pour obtenir tous renseignements complémentaires jugés nécessaires.

Le choix définitif des entrepreneurs à retenir appartient au maître de l'ouvrage qui reste libre de suivre ou non les propositions du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre est également associé à l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui de l'offre.

.3 Plan d'implantation des ouvrages - Piquetages

Les dispositions du CCAG Travaux s'appliquent.

.4 Période de préparation - Calendrier d'exécution

La durée de la période de préparation sera fixée au CCAP des marchés de travaux.

.5 Référé préventif

Le maître d'œuvre fera part au maître d'ouvrage de la nécessité de recourir à la procédure du référé préventif avant le début de l'exécution des travaux envisagés.

.6 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

Les plans d'exécution, notes de calcul, et études de détail sont dus par le maître d'œuvre.

.7 Suivi de l'exécution des travaux

.7.1 Contrôle de l'exécution des travaux

Conformément à la mission confiée à l'article 1.3.1 du présent CCAP, la direction des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. A ce titre, il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter aucune modification sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre organise des réunions de chantier hebdomadaires auxquelles peuvent assister les représentants du maître d'ouvrage. Il rend compte par écrit sous 48 heures au maître de l'ouvrage après chaque réunion de chantier.

Le maître d'œuvre fixe après accord du maître d'ouvrage le jour et l'heure des réunions de chantier hebdomadaires.

Une réunion sur deux au moins se tient en la présence du mandataire représentant le groupement de maîtrise d'œuvre. Les autres réunions peuvent être dirigées par un représentant dûment qualifié du maître d'œuvre, agréé par le maître d'ouvrage.

Ces réunions sont complétées par des visites de chantier effectuées par le maître d'œuvre ou par son (ou ses) représentant(s) à l'acte d'engagement. Ces visites seront fréquentes et inopinées principalement au cours des périodes importantes de la vie du chantier.

Le maître d'œuvre doit, dans le cadre d'exercice de la mission OPC, s'assurer de la bonne organisation du chantier, de sa bonne tenue ainsi que du respect des délais d'exécution, de la conformité de l'exécution des travaux aux prescriptions des pièces contractuelles du programme et aux règles de l'art.

En dehors de ceux définis dans le marché de travaux (et qui sont à la charge de l'entrepreneur) le maître d'œuvre peut prescrire, pour les ouvrages, d'autres essais et contrôles avec l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre peut également exécuter ces mesures lui-même ou les faire exécuter par un tiers, ces opérations doivent être faites en présence de l'entrepreneur dûment convoqué.

.7.2 Réception des travaux

Les dispositions des articles 41 et 42 du CCAG Travaux sont applicables.

.7.3 Règlement des différends et des litiges

Conformément aux dispositions de l'article 55.1 du CCAG Travaux, dans le cas où un différend naîtrait entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur, ce dernier établit un mémoire en réclamation. Il transmet son mémoire au maître de l'ouvrage et en adresse une copie au maître d'œuvre. Après avis du maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de trente jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation. L'absence de notification d'une décision dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du titulaire.

.7.4 Mise à disposition de certains ouvrages

Le maître d'œuvre doit, contradictoirement avec l'entrepreneur, dresser un état des lieux avant la mise à disposition du maître de l'ouvrage de certains ouvrages ou parties d'ouvrage. C'est le cas lorsque le marché de travaux (ou un ordre de service) prescrit à l'entrepreneur de mettre - pendant une certaine période - certains ouvrages ou parties d'ouvrage, non encore achevés, à la disposition du maître de l'ouvrage (sans que celui-ci en prenne possession) afin de lui permettre d'exécuter (ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs) des travaux autres que ceux prévus au marché.

.7.5 Hygiène et sécurité

Le maître d'œuvre assure sur le chantier le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur.

Article 15 RÉSILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG MOE avec les précisions suivantes :

.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG MOE est fixé à 5%.

.2 Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

En cas de résiliation du marché pour faute du titulaire selon les cas exposés à l'article 30 du CCAG MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-3 à R2143-15 du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 et aux articles D 8254-2 à 5 du Code du Travail, peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage peut, dans ce cas, faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 34.1 du CCAG MOE.

Par ailleurs, conformément à ces mêmes dispositions de l'article 34.1 du CCAG MOE précité, en cas d'inexécution d'une prestation ne pouvant souffrir d'aucun retard ou en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire, le maître de l'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Article 16 ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Dans la mesure où les prestations du présent marché sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement (dont le détail est clairement identifié et chiffré à l'annexe 1 de l'acte d'engagement), le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases techniques suivantes : AVP, PRO et ACT.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché sans ouvrir droit à indemnité pour le titulaire.

Article 17 AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

Si le délai d'exécution des travaux est anormalement prolongé du fait du maître d'ouvrage ou d'un entrepreneur, en-dehors de toute responsabilité du maître d'œuvre, celui-ci est indemnisé sur la base de l'élément "direction de l'exécution des travaux" au prorata de la durée supplémentaire de sa mission ramenée à celle prévue au calendrier contractuel d'exécution des marchés de travaux.

Article 18 ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévu à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou après prorogation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie sur la demande du maître d'œuvre par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Article 19 CLAUSES RELATIVES AU CODE DU TRAVAIL :

19.1 Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé :

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, notamment en cas de refus de production des pièces actualisées prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 à D 8222-8 dudit code, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire prononcera une résiliation du contrat.

Le titulaire produit, tous les six mois, à compter de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.

19.2 Égalité de rémunération entre les femmes et les hommes affectés à l'exécution du présent marché :

Le Code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

ARTICLE 20 CLAUSES DIVERSES

20.1 Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des co-traitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG MOE sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG MOE, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art. 30) et les autres cas de résiliation (art. 28 & 29) s'appliquent dès lors qu'un seul des co-traitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

La conduite des prestations par une personne nommément désignée : par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG MOE, en cas de récusation par le maître d'ouvrage d'un remplaçant proposé par le titulaire, ce dernier dispose d'un délai de 15 jours pour proposer un nouveau remplaçant.

20.2 Saisie-arrêt

Si le marché est conclu avec un groupement de co-traitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiqué la saisie-arrêt du chef d'un des co-traitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

20.3 Assurance

Dans un délai de dix jours préalablement à la notification du marché, par dérogation aux dispositions de l'article 9.1.3 du CCAG MOE et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune des composantes du groupement) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité professionnelle et civile (découlant notamment des dispositions des articles 1792, 1792-1 à 1792-6 et 2270 du code civil) telle que décrite à l'article 9.1.3 du CCAG MOE. L'attestation ainsi fournie doit justifier que les concepteurs sont à jour du paiement de leurs cotisations et que leur police contient les garanties en rapport avec la nature et l'importance de l'opération.

En cas de groupement, ces dispositions s'appliquent à chacun des co-traitants.

Ces garanties doivent être conformes aux dispositions du code des assurances.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Les garanties énoncées ci-après devront être adaptées à l'importance, la consistance, les caractéristiques de l'ouvrage et aux risques encourus.

- Assurances de responsabilité civile de droit commun :

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage. Il faut entendre par existants les parties anciennes d'une construction existante avant l'ouverture du chantier sur, sous ou dans laquelle sont exécutés les travaux.

Le titulaire justifie de son contrat d'assurance individuel de responsabilité civile par une attestation d'assurance précisant la nature et le montant des garanties.

Ces garanties sont prévues par sinistre pour la période avant réception et par sinistre et par an après réception.

- Assurances de responsabilité civile décennale :

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par les articles L.241-1 et L.243-1-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance de responsabilité civile décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Ce contrat d'assurance comporte les garanties suivantes :

- responsabilité civile décennale y compris au profit des ouvrages existants, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II° de l'article L.243-1-1 du code des assurances ;

- les garanties complémentaires suivantes si elles ne sont pas incluses en extension du contrat de responsabilité de droit commun :

- ✓ garantie effondrement avant réception ;
- ✓ responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- ✓ garantie de bon fonctionnement de deux ans des éléments d'équipements visés à l'article 1792-3 du code civil ;
- ✓ dommages immatériels consécutifs à des dommages matériels garantis au titre de la responsabilité civile décennale du titulaire .
- ✓ dommages aux existants ne relevant pas de l'assurance obligatoire.

Le titulaire justifie de son contrat d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurance émanant de sa société d'assurances ou d'un mandataire de celle-ci conforme aux articles A.243-2 et suivants du code des assurances, ainsi qu'à l'arrêté du 5 janvier 2016 pris en application de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015.

Au plus tard dans les 15 jours suivant la signature du marché, le titulaire devra adresser au maître de l'ouvrage, une attestation d'assurance "responsabilité civile décennale" originale.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation.

- Dispositions communes :

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG MOE, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le candidat retenu fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurance et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurance (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

20.4 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En complément des dispositions de l'article 28.2 du CCAG MOE, il est indiqué que le jugement d'ouverture de la période d'observation ou le jugement de liquidation judiciaire est notifié

immédiatement par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

20.5 Médiation interne

Cette clause de règlement amiable des différends intégrant le recours à la médiation interne est applicable au présent marché. La mission du « médiateur interne relations fournisseurs » est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de favoriser la résolution concertée des différends entre acheteurs et fournisseurs et ainsi prévenir les recours contentieux. Les plaquettes « charte et labels RFAR et médiation à destination des fournisseurs » sont joints au dossier de consultation des entreprises.

ARTICLE 21 DÉROGATIONS AU CCAG MOE :

Articles du CCAG MOE auxquels il est dérogé	Articles du CCAP introduisant les dérogations
3.4.3	20.1 – Conduite des prestations dans un groupement (remplacement d'une personne nommément désignée par le maître d'œuvre)
9.1.3	20.3 - Assurance
11.7	6.3.1 – État du solde
16.2.3	7.1.2 – Pénalités pour retard 8.1.2 : Pénalités pour retard 8.4.2 : Pénalités pour retard 14.1 : Ordres de service
16.2.1	7.1.2 - Pénalités pour retard 8.1.2 : Pénalités pour retard 8.3 : Vérification des projets de décompte ou établissement du décompte en cas de défaillance du concepteur 8.4.2 : Pénalités pour retard 14.1 : Ordres de service
21.1	7.1.1 – Délais établissement des documents

ANNEXE 1

Mission d'OPC

1 - CONDITIONS D'EXERCICE DE LA MISSION

- Le contenu de l'élément de mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination du chantier (OPC) a été arrêté en fonction des dispositions générales prévues aux textes auxquels sont soumis les entrepreneurs dont l'OPC doit avoir une parfaite connaissance, à savoir notamment :

- * le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;

- * les documents contractuels des marchés de travaux conclus ou à conclure avec les entreprises définissant les droits et obligations qui leur incombent.

- L'OPC s'engage à définir et à arrêter d'un commun accord avec les entrepreneurs, les tâches, obligations et responsabilités de chacun d'eux, nécessaires à l'exécution de leurs marchés respectifs de telle sorte que le maître de l'ouvrage n'ait pas à rechercher les responsabilités qui incombent à l'un ou l'autre d'entre eux.

Les calendriers et organigrammes sont fournis en nombre d'exemplaires suffisants pour en assurer la diffusion à tous les intéressés, c'est-à-dire le maître de l'ouvrage (4 exemplaires) et les entreprises concernées par lesdits documents.

Un contrecalque de chaque calendrier est en outre déposé chez un tireur de plans afin de permettre aux entreprises de se procurer, à leurs frais, les exemplaires supplémentaires nécessaires.

Le maître de l'ouvrage remet gratuitement au concepteur tous les documents et renseignements nécessaires à l'accomplissement de l'élément de mission OPC à l'exception de ceux qui sont à produire normalement par les entrepreneurs.

L'OPC est représenté **régulièrement sur le chantier**, selon une fréquence définie avec la maîtrise d'ouvrage au moment du début de la phase travaux. Il assume les moyens en personnel et en matériel suffisants pour remplir parfaitement sa mission. La liste nominative de ce personnel et sa qualification sont communiquées au maître de l'ouvrage.

Les entrepreneurs sont seuls responsables du respect des délais contractuels qu'ils ont acceptés conformément à leurs marchés.

Le déroulement de la mission d'OPC est lié à celui de l'exécution des travaux confiés aux entreprises.

2 - CONTENU DE LA MISSION D'OPC

A titre liminaire, il est précisé que cet élément de mission est défini par le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 et son arrêté d'application en date du 21 décembre 1993.

Les tâches et obligations confiées à l' OPC concernent essentiellement :

- l'organisation générale du chantier,
- l'ordonnancement de l'ensemble de l'opération,
- l'organisation et la coordination des études d'exécution,
- le pilotage du chantier,
- l'assistance pour la gestion financière du chantier.

Ces tâches concernent :

- la phase de préparation du chantier,
- la phase d'exécution des travaux,
- la phase de réception du bâtiment.

2.1 - Organisation générale du chantier

L' OPC établit, enregistre, présente, diffuse les documents exprimant l'organisation générale du chantier :

- définition, attribution et délais des tâches et formalités pour la préparation des travaux ;
- schémas de liaisons entre personnes, sociétés, organismes, administrations, concessionnaires, etc. concernés par l'opération (organigramme des intervenants) ;
- schémas de collecte, de diffusion et nombre des documents établis ou à établir à l'occasion de l'opération, (cahier de chantier, liste des avenants et ordres de service, répertoire des procès verbaux de réunion de chantier, fiches de travaux modificatifs, etc.) ;
- détermination des lieux et fréquences, dates des réunions systématiques de coordination, en matière de travaux et de chantier, rédaction pour la partie concernant sa mission du compte-rendu de réunion de chantier, rédaction et diffusion du compte-rendu des réunions de coordination ;
- organisation matérielle et collective du chantier et son évolution au fur et à mesure de l'avancement des travaux et notamment installations lourdes, dépôts, accès et circulations, moyens de manutention, alimentation en fluides, repliement du chantier ;
- enregistrement et diffusion des règles pour la répartition des dépenses communes. La gestion du compte des charges communes incombe au titulaire du lot n°1 ;
- assistance pour l'établissement d'une (de) convention(s) interentreprises ; contrôle de l'établissement de ce(s) document(s) dans les délais prescrits ;

- l' OPC organise le démontage des installations de chantier et la remise en état des lieux ; il procède aux relances nécessaires ;
- rassemblement des documents de recollement (plans, notices...).

L' OPC enregistre et diffuse, après avoir veillé à leur établissement dans les délais prescrits, les conventions interentreprises, les mesures particulières d'hygiène et de sécurité, les règles pour la répartition des dépenses communes. Il diffuse les documents relatifs aux repères, à la gestion des clefs, à l'évacuation des gravois, aux nettoyages. Il propose et veille à l'application des mesures coercitives applicables aux entreprises négligentes.

2.2 - Ordonnancement de l'ensemble de l'opération

Par tâche, on entend toute intervention ayant ou pouvant avoir directement ou indirectement une influence sur le déroulement du chantier et sur la date de livraison des ouvrages à terminer dans les délais fixés (travaux du marché mais aussi : installations de chantier, études générales et plans d'exécution, branchements, fabrications, approvisionnements, livraisons, démarches, décisions, formalités etc.).

Après enquête, l' OPC procède :

- à l'analyse et à la définition des tâches, enregistrement des méthodes et des moyens, détermination des contraintes et des enclenchements,
- à la synthèse du déroulement du chantier exprimé par un (ou des) graphe(s) d'enchaînement logique, complétée éventuellement par des plans schématiques visualisant l'avancement des travaux,
- au nivellement des moyens, détermination de la durée des tâches et définition des moyens correspondants à mettre en œuvre,
- à l'établissement en liaison avec les entrepreneurs du calendrier d'exécution, qui, après acceptation par les entrepreneurs devient la pièce complémentaire des stipulations de l'acte d'engagement des marchés de travaux. Ce calendrier doit s'insérer dans le délai global contractuel qui sera arrêté au stade du DCE. Ce calendrier doit faire apparaître les dates d'intervention et d'achèvement des tâches pour chacun des marchés et des lots,
- à l'établissement pour chacun des lots des calendriers opérationnels à l'usage du chantier :
 - * calendrier grosses mailles pour l'établissement des études d'exécution,
 - * calendrier de détail par unité de chantier,
 - * détermination des marches (totales et libres) des chemins critiques et sous-critiques.

Sur ces calendriers doivent figurer les délais relatifs :

- à l'organisation matérielle et collective du chantier,
- à l'organisation de chantier propre à chacun des marchés et des lots,
- à la mise en place et au repliement des moyens essentiels,
- aux démarches, formalités, décisions, visas, approbations...

- aux commandes, fabrications en usine, approvisionnements, livraisons sur chantier,
- à l'exécution détaillée des travaux pour chacun des marchés et des lots,
- à la finition, aux vérifications techniques, essais et mise en service des installations techniques, aux opérations préalables à la réception des travaux et opération de réception,
- aux visites des commissions de sécurité.

Tous ces documents sont établis à partir d'une analyse fine et précise des tâches élémentaires (opérations clés) exprimant le même découpage et pouvant être utilisée :

- pour l'ordonnancement et la planification,
- pour l'établissement des décomptes et le règlement des comptes,
- pour la préparation des prévisions de financement,
- pour la gestion du chantier par les entrepreneurs (gestion prévisionnelle par objectifs).

2.3 - Organisation et coordination temporelle des études d'exécution et plans de synthèse

L'intervention de l'OPC porte exclusivement sur les tâches de secrétariat et la planification des études.

La vérification de la cohérence et de la concordance des dispositions techniques du projet d'exécution, l'appréciation des performances attendues, relèvent des missions confiées aux entrepreneurs telles qu'elles sont définies dans leurs marchés et au maître d'œuvre dans le cadre de son marché de base (CCAP).

Les marchés étant conclus par lots séparés, chaque entreprise est responsable de la coordination technique de son lot avec les lots voisins.

Cette coordination est effectuée au sein d'une cellule de synthèse dirigée par le titulaire du lot gros œuvre et mise en place à compter de la notification de son marché. Les travaux de cette cellule sont matérialisés sur des plans de coordination et de synthèse.

Le directeur de la cellule de synthèse communiquera à l'OPC les renseignements nécessaires à l'établissement des calendriers définissant les obligations des entreprises en matière de coordination des études et des travaux.

Dans l'ordre prévu et dans les délais réservés, lors de l'ordonnancement de l'ensemble de l'opération, l'OPC doit les prestations suivantes :

- établissement des schémas de circulation des documents ;
- suivi, relances, enregistrement de la circulation des documents ;
- planification, suivi, relances des études et de leur coordination ;
- organisation et animation des réunions de coordination des études, diffusion des instructions en découlant ;
- recensement et archivage des documents et plans "bon pour exécution" et de leurs modifications ;

- lancement, suivi et relance des fiches de travaux modificatifs ou supplémentaires et des attachements de travaux établis en tant que concepteur ;
- recensement et archivage de tous les ordres de service et des devis établis et vérifiés à la suite de la publication des fiches de travaux modificatifs ou supplémentaires ;
- rassemblement des échantillons, relances, archivage et conservation des échantillons retenus ; tenue à jour de la liste de ces échantillons, il veillera à leur installation et à leur conservation ;
- planification, suivi, relances pour l'établissement et l'envoi des documents divers prévus aux marchés de travaux (application des règlements de sécurité, assurances, etc.) ;
- planification, suivi, relances pour l'établissement et la remise des documents techniques à fournir par les entrepreneurs après exécution des travaux (article 40 du CCAG travaux).

2.4 - Pilotage du chantier

L'OPC constate les arrêts de chantier pour intempéries et, plus généralement, les événements susceptibles de justifier un prolongement ou un report du délai d'exécution ; il enregistre ceux qu'il prend en considération en tant que maître d'œuvre.

Il déclenche l'intervention des entreprises pour l'exécution des tâches, selon les dispositions convenues lors de l'ordonnancement, leur confirme les dates de début et de fin de tâche, leur rappelle les moyens prévus à mettre en œuvre.

Il constate la date réelle de début et de fin de chacune des tâches, les moyens effectivement mis en œuvre ; en tant que maître d'œuvre il appréciera qualitativement la fin d'une tâche.

Il enregistre les écarts constatés entre les prévisions des calendriers et les dates réelles de début et de fin de tâche, entre les moyens prévus et les moyens réellement mis en œuvre ; il détermine avec précision l'origine des écarts constatés.

Il analyse les écarts constatés, il propose les mesures qui lui semblent judicieuses pour les résorber, les avertissements et mises en demeure qu'il juge utiles.

En fonction des écarts constatés et des dispositions retenues pour en atténuer les conséquences, aussi souvent que nécessaire, il modifie les calendriers et procède à un lissage des tâches restant à exécuter, détermine les nouveaux chemins critiques et sous-critiques.

Il tient une comptabilité précise des retards constatés pour chacune des entreprises et leurs causes en vue de l'application des pénalités. Il en informe immédiatement le maître de l'ouvrage et lui apporte tous éléments utiles pour le calcul et la répartition des éventuelles pénalités.

Il organise et propose l'ouverture et la fermeture des zones d'intervention des entreprises, des locaux terminés.

En même temps qu'il constate la fin de chacune des tâches dans une zone d'intervention, l' OPC provoque le constat, par les parties intéressées, des éventuelles dégradations et disparitions en vue de leur imputation à qui de droit, ordonnance, déclenche, relance et constate l'exécution des répartitions et remplacements. En cours et fin de travaux, il déclenche le nettoyage et l'entretien du chantier, de ses accès, de ses abords, il constate leur exécution et impute les frais y afférant à qui de droit.

Il doit procéder à la planification des opérations de réception, apporter son assistance aux séances de levée de réserves et procéder à la diffusion des observations aux intéressés.

Il établit un rapport de fin de chantier comportant les informations nécessaires à la personnalisation des retards constatés.

Il prépare l'organisation des réunions de chantier, il organise et anime les réunions de coordination, il convoque les personnes, sociétés, organismes, administrations, concessionnaires, etc. dont la présence à ces réunions est nécessaire ; il constate les absences des représentants des entreprises ou organismes convoqués à ces réunions et en informe le maître d'ouvrage en vue de l'application des pénalités correspondantes.

Il assiste à toutes les réunions de chantier, expose l'avancement des travaux, notamment ceux qui sont situés sur les chemins critiques ou sous-critiques, développe ses constatations, analyses, suggestions, propositions, rend compte de son activité et de ses décisions.

Il établit après chaque réunion un compte-rendu. Il le diffuse dans les 48 heures à tous les intervenants (maître d'ouvrage, bureau de contrôle, chaque entreprise, coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé). Il y constate l'exécution des décisions qui sont prises.

Les obligations énumérées ci-dessus ne sont pas limitatives, l'OPC étant chargé d'une façon générale de prévenir toute occasion de retard pour quelque cause que ce soit et d'y faire remédier par les voies et moyens adéquats.

2.5 - Assistance pour la gestion financière du chantier

L'OPC affine, durant la période de préparation, le calendrier financier prévisionnel. Il le met ensuite à jour à chacune des modifications du déroulement des travaux ou des montants des marchés.

Il doit seulement transmettre aux entreprises les décomptes qu'il a vérifiés en tant qu'architecte et qui ont été révisés par le conducteur d'opération.

L'OPC diffuse les demandes de devis modificatifs ou supplémentaires, il en assure le suivi et procède aux relances nécessaires. Il effectue la mise à jour permanente du bilan financier de l'opération. La gestion du compte des charges communes, s'il est décidé d'en créer un, est assurée par le titulaire du lot désigné dans les documents du DCE, assisté d'une commission de gestion de 3 entrepreneurs désignés par l'ensemble de ceux-ci, étant entendu que le financement en est assuré autant que de besoin par l'entrepreneur du lot désigné.

En tant que maître d'œuvre, il assure les arbitrages des éventuels différends entre les entreprises.

3 - REMUNERATION DE LA MISSION COMPLEMENTAIRE

La rémunération forfaitaire est celle indiquée à l'acte d'engagement. L'élément de mission OPC est chiffré en annexe 1 dudit acte d'engagement.

Les modalités de révision sont celles prévues à l'article 5 du CCAP.

4 - DELAIS ET PENALITES POUR REMISE DE DOCUMENTS

4.1 - Calendrier d'exécution

La présentation du calendrier d'exécution est assurée dans les conditions et délais prévus par l'article 28.2. du CCAG MOE (programme d'exécution) applicable aux marchés de travaux.

En cas de retard dans la remise de ce document, le maître de chantier subit sur ses créances une pénalité forfaitaire de quatre-vingt euros (80 euros) HT par jour calendaire de retard.

4.2 - Compte-rendu des réunions de chantier

Chaque compte-rendu de réunion doit être diffusé dans les 48 heures ouvrables suivant cette réunion, par tout moyen permettant d'attester la date de réception de l'information.

En cas de retard dans l'envoi ou la remise de ces documents, l'OPC subit sur ses créances une pénalité de quatre-vingt euros (80 euros) HT par jour calendaire de retard.

4.3 - Pénalités pour absences

Toute absence non justifiée d'un représentant qualifié de l'OPC à une réunion de chantier ou de coordination donnera lieu à l'application d'une pénalité de cent cinquante euros (150 euros) HT par absence.

4.4 - Retards dans l'exécution des travaux

Pour tout retard constaté dans l'exécution des travaux directement imputable à une carence de l'OPC, il est fait application d'une pénalité journalière de 1/5000 du montant du produit du coût prévisionnel par celui du forfait de rémunération.